



**Élections régionales  
du 14 & 21 mars**



**Maintenant,  
la transition  
écologique**

**Programme  
Europe-Écologie  
Limousin**

limousin.regions-europe-ecologie.fr





## Présentation



**Ghislaine Jeannot-Pagès**  
Tête de liste de la Haute-Vienne

L'échec d'un accord mondial dans la lutte contre le dérèglement climatique et ses conséquences donne à chacun la responsabilité d'agir à son échelle pour réduire notre empreinte écologique. L'augmentation inéluctable du coût des énergies qui pénalisera les plus démunis, nous impose d'amorcer la transition vers une société plus durable et plus solidaire.

L'écologie est donc la seule réponse aux défis que va devoir affronter notre région : explosion du chômage et destruction du tissu économique, dérèglement climatique, épuisement des ressources énergétiques fossiles, dégradation de l'environnement, crise financière.

Nous pensons que la première urgence est d'agir au niveau local, et de hâter la transition écologique du territoire.

Notre programme a donc pour objectifs principaux :

- la relocalisation des activités économiques,
- le retour vers une forme de souveraineté alimentaire et énergétique,
- le développement de filières utilisant les ressources locales, et les circuits courts,
- le rééquilibrage entre l'agglomération de Limoges et le Limousin.

Inventons ensemble une région où tous les Limousins pourront manger sain, se loger, vivre dans un environnement propre, trouver un emploi au pays et accéder à la culture et aux loisirs.

Notre expérience dans l'exécutif régional, et nos convictions écologiques nous amènent à proposer un projet réaliste et ambitieux : la **transition écologique** du Limousin. Toutes ces mesures ont un caractère transversal et convergent pour prendre en compte l'ensemble des objectifs généraux.

**AVEC EUROPE ÉCOLOGIE RÉGION LIMOUSIN, REJOIGNEZ LA DYNAMIQUE !**

De Saint-Pantaléon à Bellac, de Saint-Junien à Jarnages, des femmes et des hommes se mobilisent et agissent, portent les valeurs de l'écologie politique, et alertent sur les conséquences insoutenables d'un mode de « développement » qui détruit l'environnement et creuse les inégalités sociales...

Citoyens, associatifs, élus, chefs d'entreprise, syndicalistes, salariés du privé et du public, sans emploi, indépendants, artisans, commerçants, agriculteurs, retraités... , nous sommes de plus en plus nombreux à vouloir un projet de société écologique et social à la hauteur des défis du <sup>xxi</sup>e siècle.

Le projet d'Europe Écologie est positif, imaginatif, porteur d'espoir et d'avenir.

En mars 2010, avec Ghislaine Jeannot-Pagès, c'est le projet d'une région écologique que vous pouvez construire et soutenir.



## Présentation

Notre pays, comme de nombreux autres, patauge aujourd'hui dans une série de crises : économique, sociale, financière, environnementales, sanitaire, face auxquelles les politiques actuelles sont impuissantes, prisonnières qu'elles sont de leur soumission aux règles d'un marché mondialisé, soi disant libéral, dont la rentabilité à court terme pour les investisseurs est la valeur suprême.

Progressivement ces politiques mettent à bas en France le contrat social qui structurait le tissu social depuis la fin de la dernière guerre mondiale.

### Crise économique et sociale

L'économie, française et européenne, traverse sa plus grande crise conjoncturelle depuis l'après-guerre. 500 000 emplois ont été perdus depuis 2008 et 100 000 supplémentaires pourraient l'être au premier semestre 2010. Cela suffirait à rendre la période historique. Mais ce n'est pas tout. Elle se heurte aussi à un défi d'un nouveau genre : «l'insoutenable environnementale». Même si la croissance repartait en 2010, elle serait, selon l'Agence internationale de l'énergie, brisée dès 2011/2012 par l'augmentation du prix du pétrole qui reviendrait en quelques mois à ses niveaux records de 2008. Vouloir sortir de la crise sans prendre en compte cette nouvelle donne est une impasse et une illusion dangereuse.

La mondialisation de l'économie, possible jusque-là par des prix artificiellement bas des transports a sinistré en France des activités essentielles à notre souveraineté et notre sécurité (agriculture, industrie). Elle continue à ruiner l'emploi. La crise énergétique nous impose une relocalisation d'activités en particulier agricole et agroalimentaire pour notre région.

Sous la pression de l'Europe, des banques, des fournisseurs divers et de la grande distribution, nos agriculteurs, principales victimes, se sont vus imposer une spécialisation outrancière (pomme, élevage bovin), l'agrandissement des exploitations, des pratiques agricoles menaçantes pour la santé et les équilibres naturels et pour finir l'élimination de nombreux agriculteurs.

Aujourd'hui le bilan est là : fragilité économique d'une région trop spécialisée, dépendance alimentaire du Limousin qui importe 90 % de la nourriture consommée, dévitalisation du tissu rural par le départ de nombreux actifs, fermeture progressive des services publics (hôpitaux, poste, écoles), dégradation de la qualité des eaux et de la santé.

Pour nous il est prioritaire de réorienter l'activité agricole, agroalimentaire et sylvicole dans notre région et dans notre pays avec : la réinstallation de nombreux agriculteurs sur des propriétés plus réduites, des productions diversifiées, des pratiques non polluantes, des circuits de distribution courts.

L'alternative c'est la transition écologique, la relocalisation et la diversification de notre économie, en particulier de notre agriculture.

## Présentation

### Crise financière

Le système bancaire international et français en particulier, oublieux de son rôle principal de soutien à l'économie réelle, s'est dévoyé dans des pratiques spéculatives plus ou moins risquées qui ont failli ruiner notre économie. Sauvé in extremis par la solidarité nationale, il est retourné immédiatement à ses pratiques dangereuses révélant au passage l'impuissance des dirigeants politiques à agir sur lui et faisant peser une menace supplémentaire sur notre économie dans les années à venir.

L'alternative c'est la création d'organismes bancaires locaux renonçant aux activités spéculatives et exclusivement centrés sur le soutien à l'économie réelle.

### Crise environnementale

La crise environnementale se présente sous plusieurs aspects tout d'abord par l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables (carburants fossiles, uranium, minerais), le changement climatique avec l'émission de gaz à effet de serre, la diminution des surfaces cultivables, la pollution des eaux, le recul de la biodiversité dont l'apport à l'économie réelle est largement sous estimé, la pollution par la production de déchets et par la dispersion dans l'environnement d'une multitude de produits dont les effets nocifs ont été mis en évidence pour certains d'entre eux (produits phytosanitaires, pesticides) et tout simplement pas évalués pour de nombreux autres.

L'alternative c'est le retour à plus de sobriété, au recyclage, à la réduction des gaspillages et des rejets polluants.

### Crise sanitaire

Aujourd'hui, dans les pays du Nord, les principales atteintes à la santé sont des maladies ayant en commun d'être fortement liées à nos modes d'existence, aux conditions de travail et à la dégradation de l'environnement (cancers, maladies dégénératives, allergies, obésité, diabète, baisse de la fertilité, anomalies urogénitales...). La menace infectieuse n'a pas non plus disparu, en particulier par la course au profit de l'industrie agroalimentaire, qui conduit à des concentrations d'élevages industriels, dans des conditions inqualifiables.

L'alternative est de passer d'une logique de soin à une logique de prévention

Toutes les mesures que nous proposons dans les divers secteurs de compétence du Conseil Régional recherchent la cohérence avec l'ensemble de ces objectifs fondamentaux. L'éducation et la formation professionnelle auront un rôle essentiel à jouer dans la reconversion de nos activités régionales.

# 1 projet pour le Limousin en 9 chapitres et 12 chantiers

- Pour rendre accessible à tous la nourriture «bio» locale, et la généraliser dans la restauration collective
- Pour préserver la santé des Limousins
- Pour diviser par deux les consommations d'énergie pour se chauffer
- Pour des transports en commun facilités pour tous
- Pour faire de l'éducation et de la formation professionnelle les moteurs essentiels de la transition écologique
- Pour soutenir les entreprises locales
- Pour créer 10 000 emplois non délocalisables
- Pour éradiquer la fracture Internet et commencer la révolution numérique du Limousin
- Pour une région de la connaissance et de la culture
- Pour une meilleure efficacité de la coopération décentralisée
- Pour assurer une plus grande transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement du Conseil régional

# 1 Économie

**La transition  
écologique  
est le levier de  
l'économie :  
5 chantiers pour  
créer 10 000  
emplois**

■ **Pour créer 10 000 emplois non délocalisables**

Aides spécifiques à la recherche dans le domaine des technologies vertes ;

Plan massif de formation des salariés dans les secteurs verts (voir Chapitre Formation) ;

Incitation des PME à se convertir dans des activités d'avenir non délocalisables : rénovation, isolation, dépollution, production d'énergie renouvelable, transformation alimentaire locale, recyclage...

■ **Pour relocaliser tout particulièrement l'économie forestière et limiter les importations de bois exotiques**

■ **Pour soutenir les entreprises locales**

Création d'une banque régionale d'investissement et organisation d'une collecte d'épargne locale ; mise en place de chèques Achat-Limousin.

■ **Pour éradiquer la fracture Internet et commencer la révolution numérique du Limousin (voir chapitre Aménagement)**

Installation de 1 000 km de fibre optique par an pour généraliser le haut débit ; création de maisons du télétravail.

■ **Pour rendre accessible à tous la nourriture «bio» locale, et la généraliser dans la restauration collective (voir Chapitre Agriculture)**

Soutien aux circuits courts et aux entreprises de transformation de produits alimentaires ; intervention foncière solidaire pour favoriser l'installation agricole ; plan d'autonomie alimentaire des élevages.

■ **Pour diviser par deux les consommations d'énergie pour se chauffer**

Rénovation des lycées (voir chapitre Formation) ; aide accrue à l'isolation des logements individuels (voir Chapitre Énergie).

## Économie (suite)

### ■ Pour créer 10 000 emplois non délocalisables

L'étude commandée par l'eurodéputé Pascal Canfin (voir le blog de Ghislaine Jeannot-Pagès) montre que la conversion économique de l'économie en Île de France va réduire de 40 % les émissions de CO2 et créer ainsi 160 000 emplois. Une transposition au Limousin nous donnerait 10 000 emplois nets.

Aides spécifiques à la recherche dans le domaine des technologies vertes ;

Plan massif de formation des salariés dans les secteurs verts (voir Chapitre Formation) ;

Incitation des PME à se convertir dans des activités d'avenir non délocalisables : rénovation, isolation, dépollution, production d'énergie renouvelable, transformation alimentaire locale, recyclage...

Nous ouvrirons Maison de la transition, chargée de susciter des projets et d'aider les créateurs, de proposer la transition vers des formes d'entreprises sociales et solidaires de type coopérative.

Ex : Expérimentation pour prendre la relève dans des activités délaissées par le service public, etc.

Nous aiderons la relocalisation de manière durable des savoir-faire de l'agriculture vivrière et la construction écologique et traditionnelle : nous organiserons l'Université des Pratiques Alternatives Innovantes, qui va gérer un réseau d'écocentres agricoles (pour accompagner les porteurs de projets agri-ruraux), du bâtiment (pour enseigner les techniques de construction écologique et l'utilisation de la filière bois), de l'industrie (expérimentations de procédés alternatifs).

### ■ Pour doter la Région d'outils financiers spécifiques

Nous créerons une banque régionale d'investissement et organiserons la collecte d'épargne locale.



## Économie (suite)

### ■ Pour soutenir les entreprises locales en les faisant coopérer

Nous aiderons à créer et développer les entreprises locales, pour susciter la création d'emplois solidaires, non-délocalisables et à faible empreinte écologique. Notre objectif sera de mailler solidement ces entreprises limousines entre elles pour résister à la crise.

Nous soutiendrons la démarche de labellisation Haute Qualité Limousine (HQL) pour encourager l'évolution des entreprises et des exploitations dans le domaine social ou environnemental, et leur insertion dans un réseau de coopération. Son obtention pourra conditionner certaines aides régionales, et permettra de mettre en place l'écoconditionnalité des achats ainsi que le réseau coopératif des CAL.

Nous lancerons le système des CAL (Chèques Achat limousin) encourageant les circuits courts de consommation : reprise et adaptation d'un hybride « points COOP » et chèque-restaurant à la consommation de produits régionaux, avec adhésion au réseau des commerçants-fournisseurs de services et de biens au réseau. Nous animerons ainsi la mise en place de ces moyens de paiements dédiés aux échanges locaux, sur le modèle des WIR suisses ou des SOL français.

### ■ Pour relocaliser tout particulièrement l'économie forestière et limiter les importations de bois exotiques

Nous soutiendrons la recherche et le développement (dans la chimie verte permettant d'améliorer la durabilité des bois locaux) et le co-investissement (notamment séchoirs) des petites et moyennes entreprises de la filière bois.

Nous développerons une filière bois-énergie valorisant en priorité les déchets de scieries (voir Chapitre Énergie).

Nous financerons le bilan carbone de la filière bois en Limousin et favoriserons ainsi le bois local dans les marchés publics. Nous subventionnerons l'utilisation de bois local pour les bâtiments agricoles et les lycées.

Nous mettrons en place un contrat « biodiversité » avec les propriétaires forestiers s'engageant à laisser 25 % de l'accroissement biologique sous forme de bois mort en forêt, à créer des îlots de vieillissement et à favoriser la régénération naturelle, ou le cas échéant, la plantation d'essences locales.

# Économie (fin)

## Fonctionnement des Chèques d'Achat Limousin

Les subventions aux entreprises ou structures de l'économie solidaire ne sont pas automatiquement reinjectées dans le tissu économique limousin, qu'elles devraient servir à irriguer. Le système des chèques achat Limousin va maintenir les échanges sur le territoire, au bénéfice des PME, associations et artisans locaux : c'est un outil de relocalisation.

Les entreprises faisant une démarche de progrès pour satisfaire aux conditions sociales et environnementales HQL (Haute Qualité Limousine) entrent dans le réseau de coopération limousine : elles pourront recevoir une partie des subventions majorées en CAL (Chèque Achat Limousin).

Elles pourront utiliser ces montants CAL pour s'acquitter de leurs achats auprès d'autres entreprises du réseau de coopération, qui toutes s'engagent à accepter les CAL. Progressivement, au fur et à mesure que le réseau sera plus dense, les particuliers pourront recevoir des aides majorées en CAL, afin d'alimenter et d'étendre le système.



## 2 Énergie

Une région qui  
anticipe l'après-  
pétrole

Nous savons que le renchérissement de l'énergie est inéluctable : à cause du dépassement du pic pétrolier, qui va rendre l'essence de plus en plus chère (5 € le litre avant 2020) et de la baisse obligatoire de nos émissions de CO2. Ce sont les plus fragiles qui vont en souffrir, et déjà la misère énergétique a privé les plus pauvres de chauffage durant cet hiver 2009-2010.

### ■ Pour diminuer la facture énergétique des plus fragiles

Nous allons instaurer les aides au diagnostic énergétique, augmenter celles à l'isolation des habitations, à la formation des artisans, et encouragerons les coopératives de production de logements sociaux à très basse consommation.

Nous allons faciliter l'accès aux transports en commun (voir Chapitre Transports).

### ■ Pour la mise en place de filières d'énergies renouvelables

Nous aiderons à la restructuration de la filière bois pour une meilleure utilisation du bois d'œuvre et une valorisation des produits connexes de scierie.





## **3 Santé**

**La santé pour tous,  
la santé autrement,  
la santé partout**

### ■ Pour préserver la santé des Limousins

Mise en place d'un plan d'action volontariste (Plan d'Action Régionale Santé Environnement) concernant la dissémination des produits toxiques.

Nos priorités seront :

- la diminution de l'usage agricole des pesticides (réduction drastique de leur usage),
- la lutte contre les effets de la dissémination de produits radioactifs issus de l'activité minière dans notre région. Une négociation environnementale s'impose afin de ne pas laisser se poursuivre une pollution environnementale aux conséquences économiques, touristiques et sanitaires majeures,
- une aide au diagnostic et à la diffusion d'informations concernant la pollution de l'air intérieur (radon et produits chimiques domestiques),
- la mise en chantier d'une politique volontariste de prévention du risque radon sur tout le territoire Limousin.

### ■ Pour la santé partout et pour tous

Réduction des inégalités territoriales d'accès aux soins :

- en favorisant la création de maisons de santé de proximité intégrant dans leurs objectifs une politique de prévention et d'éducation à la santé.
- en refusant le démantèlement de l'hospitalisation publique régionale. C'est pourquoi nous nous opposons à la fermeture du service de radiothérapie de Guéret.



## 4 Transports

Inventons  
ensemble de  
nouvelles façons de  
nous déplacer

### ■ Pour des transports en commun facilités pour tous

Nous réaffecterons l'ensemble des budgets d'étude de la ligne LGV vers les TER et le POLLT (Paris- Orléans-La Souterraine-Limoges-Toulouse), la création de parkings relais et

Nous proposerons un **Pass unique régional** (train-bus-trolley-parking).

Comme 80 % des déplacements se font pour le domicile/travail, le TER doit être la réponse première associant transport de proximité et transport inter-villes. L'utilisation et l'optimisation des voies existantes : «l'urgence POLLT» (Paris -Orléans-La Souterraine-Limoges-Brive-Toulouse), c'est la cohérence du territoire avec les 3 départements du Limousin.

L'électrification de Bordeaux-Lyon et la modification de son infrastructure sur 639 km, desserte voyageurs et fret, avec 15 gares desservies.

Modernisation complète de la ligne Poitiers-Limoges, la modernisation de la ligne Limoges -Angoulême et la réouverture de la ligne Montluçon-Ussel

# 5 Aménagement

Rééquilibrons les  
territoires entre  
Limoges  
et sa région

- Pour éradiquer la fracture Internet et commencer la révolution numérique du Limousin

Pour que chacun puisse créer des activités en zone rurale et diminuer ses déplacements,

Nous nous engagerons dans la mise en place du très haut débit par fibre optique pour chaque commune. Nous couvrirons les zones blanches et ferons évoluer les débits pour faire face aux besoins futurs. Investissement de 15 millions d'euros pour installer chaque année 1 000 km de fibre optique.

Nous proposerons la remise à plat du projet Dorsal, comité de suivi de citoyens-ressources.

Nous maillerons le Limousin de maisons du télétravail.

- Pour la santé partout et pour tous  
(Voir Chapitre 2 - Santé)

## 6 Agriculture

**Pour reconquérir  
notre souveraineté  
alimentaire**

■ Pour rendre accessible à tous la nourriture «bio» locale, et la généraliser dans la restauration collective

Nous soutiendrons les circuits courts et les entreprises de transformation de produits alimentaires ;

Pour développer des agricultures responsables, autonomes, respectueuses de l'environnement, créatrices d'emplois et de lien social et permettre l'accès de tous à une alimentation de qualité

Nous animerons un conseil d'orientation citoyen pour définir les choix politiques du développement agricole et rural de nos territoires parmi lesquels les critères d'attribution des aides à l'agriculture du Conseil Régional :

- d'une agence d'intervention foncière solidaire, associant les collectivités locales et les citoyens, pour aider à l'installation et à la diversification des porteurs de projets «agri-ruraux».

- d'un réseau régional de l'offre et de la transformation alimentaire de proximité, pour animer en pratique les relations entre consommateurs et producteurs.»

Ex : Centrales de distribution pour approvisionner les magasins de proximité, préparation de la transition au tout-bio dans les restaurants scolaires, puis dans l'ensemble de la restauration collective (maisons de retraite, crèches, hôpitaux et établissements de santé).

Nous proposerons un plan d'autonomie alimentaire des élevages .



## 7 Formation

Pour permettre  
à chacun de  
s'épanouir

- Pour faire de l'éducation et de la formation professionnelle les moteurs essentiels de la transition écologique

Nous créerons des filières qualifiantes pour l'écoconstruction, la rénovation et l'agriculture durable. Nous financerons un plan massif de formation des salariés dans les métiers verts ;

Nous formerons et informerons la population, les entreprises, les agriculteurs, les collectivités, sur les enjeux du dérèglement climatique et de la raréfaction des ressources.

- Pour faire des lycées les leviers des transformations des modes de vie

Nous favoriserons une restauration collective à partir des circuits courts de l'agriculture paysanne locale.

Nous planifierons l'isolation thermique des établissements.

Nous aurons pour objectif de rendre 100 % des lycées écoresponsables : gestion énergétique et des ressources, eaux, déchets...

- Pour relocaliser de manière durable les savoir-faire de l'agriculture vivrière et la construction écologique et traditionnelle

Nous organiserons l'Université des Pratiques Alternatives Innovantes, qui va gérer un réseau d'écocentres agricoles (pour accompagner les porteurs de projets agri-ruraux), du bâtiment (pour enseigner les techniques de construction écologique et l'utilisation de la filière bois), de l'industrie (expérimentations de procédés alternatifs).

# 8 Culture & solidarités

**Conjuguer Un  
développement  
individuel et  
collectif**

## ■ Pour une région de la connaissance et de la culture

Nous favoriserons les lieux, les spectacles et les structures culturelles réparties sur le Limousin, et mettant en valeur les particularités des territoires (culture occitane, etc.)

Nous maintiendrons les emplois associatifs nécessaires à la vie sportive et culturelle, et évaluerons leur pérennisation.

Pour rendre la culture accessible à toutes et tous, nous favoriserons la création artistique, la formation et la professionnalisation des artistes qui se produiront dans les lieux de vie : pub, restaurants, bars, salles de spectacles indépendantes, et lieux publics.

Nous créerons un service de la langue occitane en réseau avec les autres régions.

Nous bâtirons un « schéma régional des vélo-routes et voies vertes » avec plusieurs grands axes jalonnés de services aux cyclistes et aux familles.

Nous assurerons la promotion du tourisme axé sur la préservation de la biodiversité et des paysages

Nous valoriserons le lac de Vassivière comme pôle touristique régional.

## ■ Pour une meilleure efficacité de la coopération décentralisée

Nous développerons en Limousin l'éducation et l'information sur les problèmes du Sud. Nous augmenterons le nombre de projets communs pour aider chacune des parties à atteindre sa souveraineté alimentaire et énergétique.





# 9 Démocratie régionale

Un pacte partagé  
de responsabilité  
écologique et  
sociale

- Pour assurer une plus grande transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement du Conseil régional

Nous favoriserons le recours à des comités de citoyens-ressources, et proposerons des lieux pour les instances de médiations et d'écoute.

Pour les aider à étayer leurs demandes, nous offrirons aux citoyens des moyens de vérifier auprès d'experts indépendants que les projets d'infrastructures et industriels ne constituent pas une menace pour leur santé, leur sécurité, les espaces naturels et la biodiversité. La Région créera un fonds régional mobilisable par ces comités de défense de l'environnement afin de financer des expertises indépendantes.

Nous allons créer un droit d'initiative citoyenne et organiser des votations régionales : nous ouvrirons aux citoyens la possibilité d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil régional une question ou une proposition, si elle a recueilli 10 % des voix de 3 départements.

Nous soutiendrons les démarches locales territoriales s'inscrivant dans une logique de développement durable.

Ex : Conseil d'orientation agricole, comités haut débit, comité transports publics, etc.